

Le Brésil et son parcours vers une hégémonie en Amérique du Sud

Luis L. Schenoni*

Au cours du XXI^e siècle, le Brésil est passé de l'indifférence à la notoriété, avant de décevoir l'opinion publique régionale et mondiale. Pourtant, les images de la récente publication par *The Economist* montrant un Christ Rédempteur s'envolant et un autre effondré occultent un point essentiel : L'ascension du Brésil a été constante par rapport à ses voisins d'Amérique du Sud.

Cet article tente de dépasser l'interprétation des cycles d'euphorie et de déception à travers une analyse de trente années d'uni polarité sud-américaine. Pour cela, il situe l'Amérique du Sud dans une transition entre l'historique bipolarité Argentine-Brésilienne et la prédominance régionale actuelle de ce dernier. Par la suite, il relate les éléments quantitatifs et qualitatifs qui distinguent le Brésil de ses voisins et aux voisins entre eux. En finalité, il considère les relations avec ces voisins depuis ces trois dernières décennies et découvre la logique régionale par derrière la montée du Brésil.

Introduction

L'intérêt particulier exprimé pour le Brésil au cours des dernières années a été beaucoup plus important que sa croissance réelle à l'échelle mondiale. Mesuré par l'Indice Composé des Capacités Nationales (CINC, un indice englobant la mesure de la production de fer et d'acier, les dépenses et les effectifs militaires, la consommation d'énergie primaire, la population totale et population urbaine) le

*Doctorant en Sciences Politiques, Universidad Torcuato Di Tella (UTDT) et Professeur Asistant à Universidad Católica Argentina (UCA), Buenos Aires, Argentina lschenoni@gmail.com. L'auteur voulait remercier Garance Marcotte pour l'aide avec la traduction de cette article et Jorge Battaglino, Andrés Malamud et Ignacio Labaqui pour leurs commentaires.

† En Argentine: Raúl Alfonsín (1989), Fernando De La Rúa (2001) et Adolfo Rodríguez Saa (2001);

Le poids relatif du géant sud-américain en termes de puissance mondiale a augmenté de 1,2% à 2,4% de 1950 à ce jour, tandis que son pouvoir régional est passé de 36% à 50% sur la même période. À la lumière de ces informations, il est surprenant que tant d'études aient été faites sur le rôle du Brésil en tant que puissance émergente alors que ce même pays a été si peu étudié comme première puissance potentielle régionale (Cfr. Flesher & Wehner, 2012). Cette lecture a contribué à la formulation d'une politique internationale à deux visages, portant, un même regard sur le monde que sur son voisinage (Malamud et Rodriguez, 2013).

Bien que l'Amérique du Sud ne soit pas encore sous hégémonie brésilienne, mais bien constituée d'un sous-système unipolaire (Martin, 2006), il est certain que le rythme de croissance actuel, en termes de population et d'économie contribuera à l'expansion de sa prédominance dans la région. Sauf l'éclatement d'une grande guerre ou des changements technologiques majeurs, le Brésil équivalra dans cinquante ans, à environ deux tiers de la puissance régionale (bien qu'il continuera à représenter très peu : seulement 4% de la puissance mondiale).

Cet article se centre sur la région et examine l'évolution du rôle du Brésil en termes de transition historique depuis la bipolarité Argentine-Brésilienne jusqu'à l'hégémonie potentielle brésilienne. Pour ce faire, l'article tente de répondre à une question centrale: Comment la primauté régionale du Brésil s'est développée sans provoquer des conflits en Amérique du Sud?

Un cadre théorique réaliste néoclassique

L'argument théorique de cet article comporte deux logiques qui, ensemble, permettent d'expliquer la politique internationale de l'Amérique du Sud. Nous commençons par nous concentrer sur une logique: celle qui conçoit les États comme étant les principaux acteurs de la politique internationale et leur capacité relative comme la principale variable indépendante expliquant la politique étrangère vers le Brésil. Pour l'instant, nous décidons d'appliquer le *ceteris paribus* en ce qui concerne toutes les autres variables nationales et internationales. Pour cette section de l'analyse donc nous devons penser l'Amérique du Sud comme un sous-système néoréaliste de "boîtes noires", formant, un ensemble de pays unitaires, rationnels et égoïstes, en perpétuelle compétition pour leur survie.

Il a été systématiquement prouvé par les néoréalistes que chaque système, et ce, depuis la Westphalie, tend à atteindre l'équilibre, c'est-à-dire, que deux ou plusieurs pays empêchent mutuellement l'accès au statut hégémonique ou impérial de l'autre. Dans cette optique, ils peuvent soit augmenter leurs capacités soit former des alliances avec d'autres États (Waltz, 1979).

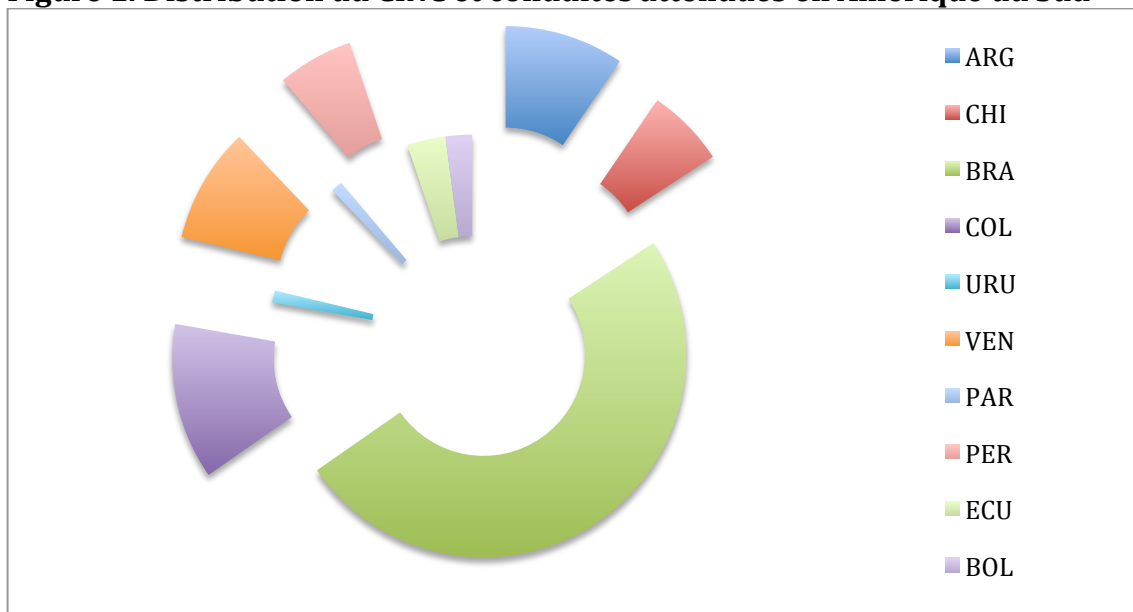
L'Amérique du Sud n'a pas échappé à cette logique. Cependant, au milieu des années 1980, la bipolarité formée par le tandem Argentine-Brésil a fait place à l'unipolarité du Brésil (Martin, 2006). C'est justement cette anomalie que cet article tente d'expliquer. En fait, lorsque l'Argentine n'a pu maintenir l'équilibre en augmentant ses propres capacités, sa réaction logique aurait dû être de former une alliance régionale avec les moyennes puissances qui craignaient également les intentions hégémoniques du Brésil.

Ces premières conclusions ont été examinées par Samuel Huntington qui a décrit l'effet qu'un système uni-multipolaire dirigé par les États-Unis devait avoir dans les différentes régions du monde :

« ...la principale source de discorde entre la superpuissance [Etats-Unis] et les grandes puissances régionales [par exemple Brésil] réside dans l'intervention de la première pour limiter ou façonner les actions de cette dernière. En ce qui concerne les puissances régionales secondaires [par exemple l'Argentine], l'intervention d'une superpuissance est un recours qu'elles peuvent éventuellement utiliser en vue de contrer le pouvoir de la puissance régionale. La superpuissance et les puissances régionales secondaires auront normalement, quoique pas toujours, des intérêts convergents à contrer les principales puissances régionales, et les puissances régionales secondaires seront moins enclines à se joindre à une coalition contre la superpuissance » (Huntington, 1999:42).

Selon la logique néoréaliste d'Huntington, deux réactions bien différentes devraient avoir suivi l'ascension régionale du Brésil. D'une part, les puissances régionales secondaires telles l'Argentine -ennemi historique du Brésil-, mais aussi le Chili, le Pérou, la Colombie et le Venezuela, devraient avoir confronté le Brésil. D'autre part, les petits États historiquement en conflit avec les pouvoirs secondaires- tels la Bolivie, l'Équateur, le Paraguay et l'Uruguay devraient s'être ralliés (*bandwagon*) au géant sud-américain. La Figure 1 résume cet argument néoréaliste

Figure 1. Distribution du CINC et conduites attendues en Amérique du Sud



Source : CINC 2007, Correlates of War.

Les parties représentent la part des capacités internationales d'Amérique du Sud de chaque pays, mesuré par le CINC. Le cercle intérieur, formé par le Brésil et les petits États de la région, représente l'alliance potentielle soutenant la primauté brésilienne et son éventuelle hégémonie régionale, contrebalançant les États-Unis au niveau systémique. Le cercle extérieur est formé par des puissances secondaires, qui devraient craindre une hégémonie brésilienne et donc

contrebalancent le Brésil par la formation d'une alliance entre eux et/ou avec la superpuissance: les États-Unis.

Par contraste avec la réalité, il est évident que cet argument laisse beaucoup de facteurs inconsiderés. Cependant, la théorie conduit déductivement à un résultat cohérent: en ne considérant que les capacités nationales de ses pays, l'Amérique du Sud comme un sous-système d'Etats en compétition pour sa survie devrait suivre le modèle de comportement de la Figure 1.

Pourquoi les pays d'Amérique du Sud ont-ils réagi 'irrationnellement' à l'égard de ces changements? Plus ou moins explicitement, cette question a intrigué tous les experts en relations internationales d'Amérique du Sud. La plupart d'entre eux ont dû trouver une solution à ce dilemme, et ils l'ont fait la plupart du temps en abandonnant le cadre théorique réaliste (Burges, 2008; Dabène, 2009; Lima et Hirst, 2006; Malamud, 2011; Merke, 2013).

Sans abandonner le cadre réaliste, le réalisme néoclassique (Rose ; 1998) met en lumière la façon de résoudre le problème, en affirmant que les réactions 'irrationnelles' des équilibres et *bandwagoners* peuvent avoir été causées par des particularités nationales.

La deuxième logique par derrière ce cadre théorique recourt au réalisme néoclassique pour montrer comment et pourquoi la prévision néo-réaliste ne s'est jamais produite dans certains pays d'Amérique du Sud.

D'après Randall Schweller, la variable domestique qui affecte le plus la réaction des pays à leur environnement international est le consensus de l'élite sur l'existence d'une menace extérieure. Mais quelles sont les variables qui déterminent le degré de consensus de l'élite? Cet auteur avance que la cohésion de l'élite, la cohésion sociale et la stabilité du régime, affectent le consensus (Schweller 2006: 47-67). En suivant Schweller, cet article développera l'hypothèse que les pays qui ont réagi de façon 'irrationnelle' vis à vis des attentes néoréalistes, sont justement les plus divisés et instables.

Ci-dessous, le lecteur trouvera deux parties empiriques. La première partie présente les fondements de l'ancienne bipolarité et les raisons pour lesquelles, à ce jour, nous ne pouvons toujours pas parler de véritable hégémonie brésilienne, mais d'unipolarité. La deuxième partie analyse la logique de l'Amérique du Sud unipolaire depuis trois dernières décennies et comment les pays les plus divisés et instables ont réagi. Des conclusions viendront étayer cette analyse.

Entre équilibre et hégémonie régionale

Pour étudier la politique internationale en Amérique du Sud, il est inévitable de faire allusion aux deux siècles de rivalité géopolitique que le Brésil a entretenue avec l'Argentine.

Depuis l'époque coloniale, en passant par la guerre de 1825-1828, jusqu'au conflit généré par la construction de la centrale hydroélectrique d'Itaipu dans les années 1970, l'Argentine et le Brésil ont toujours été historiquement considérés comme les deux pôles principaux de la région sud-américaine. Les deux sont régulièrement intervenus dans la politique intérieure des petits pays tels que la Bolivie, le Paraguay et l'Uruguay, et ont façonné des alliances implicites avec le Chili et le Pérou. Cette logique est comparable à l'idéal réaliste d'équilibre des pouvoirs (Waltz, 1979). Ces deux pays sont considérés comme des rivaux et ce,

non seulement en football, mais aussi dans les domaines économiques et militaires (Fausto et Devoto, 2004; Rappoport et Madrid, 2011).

Quand cet équilibre entre l'Argentine et le Brésil a-t-il prit fin? La réponse à cette question réside dans les changements de: (i) comportement des deux acteurs, (ii) la nature de leur économie-politique nationale et (iii) leurs parts relatives dans le pouvoir régional.

En analysant les comportements rivaux de ces deux puissances d'Amérique du Sud, il nous est possible d'identifier un point tournant qui réside dans la résolution de la crise d'Itaipu, entre 1977 et 1980 (Resende Santos, 2002). Bien que les deux pays semblaient se prédestiner à un conflit armé au milieu des années 70, cinq réunions ont eu lieu entre 1977 et 1978, entre les différents ministres des affaires étrangères de l'Argentine, du Brésil et du Paraguay; ces dernières, culminant par la signature de l'accord tripartite de 1979, résolvant le conflit. L'année 1979 a donc été l'année charnière de l'histoire de la coopération bilatérale. En 1980, les présidents *de facto* Figueiredo et Videla effectuèrent des visites à Buenos Aires et à Brasilia, où ils posèrent les bases de onze protocoles de coopération dans des domaines aussi variés que le développement de la technologie des missiles, l'aérospatiale et le nucléaire; domaines dans lesquels les deux pays rivalisaient depuis des décennies. De plus, ils exprimèrent le désir futur d'étendre l'entente à d'autres sphères comme le commerce, et de défense commune de l'Atlantique Sud (Escudé et Cisneros, 2000). Bien que certaines analyses mirent l'accent sur l'importance du rôle de la démocratie et des institutions internationales dans l'amélioration des relations bilatérales, "le rapprochement des relations débuta bien avant, sous les régimes militaires, entre 1979-1980" (Darnton, 2012: 120), et culmina pendant et après la Guerre des Malouines.

L'analyse de l'économie-politique nationale conduit à des conclusions similaires. Selon la théorie néoréaliste, les pays formant un équilibre bipolaire devraient être raisonnablement équivalents (c'est-à-dire structurellement similaires au niveau national) et ce, au niveau militaire, commercial, productif et financier (Waltz, 1979: 161-201). Tel fut le cas durant la plupart du XXe siècle jusqu'au changement brusque qu'opéra le *Proceso de Reorganización Nacional* de l'Argentine (1976-1983). Sur le plan économique, le ministre argentin de l'économie de l'époque "... Martinez de Hoz, imagina un plan de développement qui comprend les capitaux financiers et la ruralité" (Fausto et Devoto, 2004: 387). Cela perturba fortement le modèle de développement argentin. A l'inverse, le Brésil a maintenu son modèle déjà en vigueur, et ce, malgré quelques ajustements (Peixoto, 2011). Sur le plan militaire et contrairement au Brésil; la forte répression sociale combinée à la fin désastreuse de la dictature argentine suite à la défaite des Malouines de 1982, ont conduit à une forte baisse des dépenses militaires et la quasi-exclusion de l'armée de la vie politique nationale argentine.

Finalement, une simple analyse de la répartition du pouvoir international (selon le CINC), nous permet de conclure que durant la seconde moitié des années 80, l'Amérique du Sud est devenue unipolaire car la puissance régionale du Brésil dépassait du triple celle de l'Argentine (Cfr. Schweller, 1998 ; Martin, 2006).

Cependant, ces différences n'ont pas permis au Brésil d'accéder à la position hégémonique sud-américaine. Pour pouvoir être considéré comme une hégémonie, un pays doit avoir une puissance militaire suffisante pour s'opposer systématiquement aux menaces armées générées par ses voisins (Gilpin, 1981;

Krasner, 1976). Il doit aussi contrôler l'accès aux matières premières, sources de capitaux et de marchés, et avoir des avantages concurrentiels dans la production de biens à forte valeur ajoutée (Keohane, 1984: 32; Kindleberger, 1973). Enfin, sur l'aspect idéologique et institutionnel, le pays doit être capable d'engager et de perpétuer des systèmes favorables au maintien de sa position de pouvoir (Cox, 1983; Keohane & Nye, 1977:44). Il est évident que, des années 80 à ce jour, cela ne s'est pas produit en Amérique du Sud.

Militairement parlant, le Brésil n'est pas hégémonique dans le sous-système sud-américain. Bien qu'il représente aujourd'hui à lui seul la moitié des dépenses et des effectifs militaires de la région (SIPRI, 2012; CINC, 2013), l'écart qui le sépare de ses voisins en termes d'équipement et de technologie militaire est moins important qu'on tend à le croire. En effet, bien que les puissances de second ordre (Argentine, Chili, Colombie, Pérou et Venezuela) consacrent proportionnellement moins d'un tiers du montant du budget brésilien à leur force armée, leur population et territoires représentent aussi moins d'un tiers de ce dernier. Les États-Unis dépensent vingt fois le budget brésilien et cherche à maintenir son influence dans la région. De plus, l'hypothèse d'une guerre sur plusieurs fronts met en lumière la position évidemment vulnérable du Brésil.

Le Brésil ne contrôle pas l'accès au Marché Commun du Sud (MERCOSUR), dont les membres maintiennent un tarif extérieur commun moyen de 16% et ne réalisent pas avec le Brésil plus de 30% de leurs exportations ou importations (CEPAL, 2013). Bien qu'on puisse douter du fait que l'affirmation selon laquelle le géant sud-américain concentre la production de certains biens à forte valeur ajoutée au sein du MERCOSUR, il n'en reste pas moins vrai que cette concentration concerne une étendue limitée de produits. De plus, les avantages du Brésil ne s'étendent pas au-delà du bloc régional. Sur l'aspect financier, le Real ne constitue pas la référence en matière de réserves et l'investissement brésilien dans l'économie de ses voisins reste faible. Même dans le cas de l'Argentine, pays qui s'est largement ouvert à l'investissement direct étranger (*Investimentos Brasileiros Diretos*) après la crise de 2001, le Brésil n'en n'est que le quatrième investisseur étranger et passe après les États-Unis, l'Europe et le Chili (MECON, 2013). En définitive, loin d'être une puissance hégémonique régionale, la sixième plus grande économie du monde montre seulement des asymétries dans la taille de son économie, sa spécialisation productive et régulations (Bouzas et Kosacoff, 2010).

Enfin, le Brésil n'est pas hégémonique au niveau institutionnel. De nombreux régimes d'Amérique du Sud et des programmes de coopération tels que l'Alliance Bolivarienne pour les Amériques (ALBA), la Communauté Andine des Nations (CAN) et la récente Alliance Pacifique, excluent explicitement le Brésil (Flemes & Wehner, 2012). Parallèlement, des institutions comme l'Organisation des États Américains (OEA) et l'Association Latino-Américaine d'Intégration (ALADI) existent encore comme des vestiges d'une époque où le concept sud-américain n'incluait pas des acteurs comme le Mexique et les États-Unis. Il en va de même pour des institutions qui, normalement, devraient refléter les intérêts brésiliens comme le MERCOSUR ou l'Union des nations sud-américaines (UNASUR), qui en réalité ne donnent pas d'avantages institutionnels notoires au Brésil. Elles demeurent pour les pays membres un moyen de le contrôler. C'est d'ailleurs le cas de la position doctrinale argentine-chilienne au Conseil de Défense de l'UNASUR (Nolte & Wehner, 2012).

L'Unipolarité en Amérique du Sud: Le Brésil et ses voisins

Trois décennies après avoir dépassé du triple la puissance de son principal rival, l'Argentine, le Brésil est devenu la première puissance sud-américaine. En conséquence, comme sa production et sa population augmentent rapidement, le pays devrait naturellement tendre de plus en plus vers un idéal hégémonique. Il s'agit cependant, d'un processus qui s'étalera sur plusieurs décennies. Nous ne pouvons pas faire de prévisions, mais nous pouvons, somme toute, évaluer comment le Brésil a géré la relation avec ses voisins au cours de ces trente dernières années.

Un élément qui est passé sous silence par de nombreux analystes et qui en plus, ne se reflète pas dans le discours idéologique de la diplomatie est l'accumulation de puissance régionale (CINC, 2013). Il est évident que ce gain relatif a affecté la politique internationale dans la région. Les pays d'Amérique du Sud ont dû ajuster leurs politiques étrangères à la croissance accélérée du plus important membre du sous-système international.

Selon la logique abordée par Samuel Huntington (1999 ; Cfr. Waltz, 1979), le gain relatif de puissance du Brésil a suscité deux types de comportements de la part des Etats adjacents. Tout d'abord, les puissances de seconde catégorie (Argentine, Chili, Colombie, Pérou et Venezuela), furent les principales perdantes de la croissance brésilienne. Le sentiment de vulnérabilité fut accentué notamment à cause de l'augmentation des capacités militaires du pays. Les nations voisines ont dû ressentir comme rarement auparavant, le besoin de s'allier entre elles ou avec des puissances extrarégionales, pour garder l'équilibre envers le Brésil. Deuxièmement, les plus petits états de la région (Bolivie, Equateur, Paraguay et Uruguay) historiquement dépendants et intimidés par leurs voisins, ont dû profiter de la fulgurante ascension brésilienne pour *bandwagon* dans le nouveau scénario unipolaire.

Cependant, certains des pays de la région n'ont pas suivi cette logique. Des puissances régionales de seconde catégorie comme le Chili et la Colombie, ont su maintenir leurs budgets militaires parmi les plus élevés de la région (SIPRI, 2013), garder une faible interdépendance économique face au voisin émergent (CEPALC, 2013) et sauvegarder des relations alliées (commerciales et stratégiques) avec les États-Unis entre autres. A l'inverse, des pays comme l'Argentine et le Venezuela, qui ont maintenu des budgets militaires relativement bas, se sont intégrés commercialement avec le Brésil par la création du marché commun MERCOSUR, et ce, en allant même parfois à l'encontre de leurs alliances extrarégionales.

La même logique s'applique aux petits États. L'Uruguay a été le seul à percevoir de réels avantages à se lier commercialement via le MERCOSUR et stratégiquement au Brésil. Il l'a fait en maintenant une forte interdépendance ainsi que des dépenses militaires relativement basses. A l'inverse, la Bolivie, l'Équateur et le Paraguay, n'ont pas envisagé la possibilité de s'allier à la croissance brésilienne. Ils sont souvent sortis de l'axe d'alignement commercial et militaire qui leur était proposé pour devenir les protagonistes d'importantes confrontations avec le Brésil sur des sujets de Haute-Politique, comme par exemple l'exploitation des hydrocarbures et l'élargissement du MERCOSUR.

Ainsi donc la logique d'unipolarité sud-américaine n'a pas abouti comme prévu par la théorie, bien qu'elle puisse être expliquée. Si nous regardons attentivement, les

pays qui ont eu un comportement conforme aux attentes théoriques, c'est à dire: le Brésil (tentative hégémonique), le Chili et la Colombie (en atteignant l'équilibre) et l'Uruguay (en se ralliant au *bandwagon*); ils ont tous un dénominateur commun. Ce dénominateur, c'est la similitude de l'évolution du système de partis (Collier et Collier, 1991) et de la politique intérieure. Au cours des dernières décennies, ces pays se sont caractérisés par une institutionnalisation croissante des partis politiques (Levitzky & Roberts, 2012), une relative stabilité, et une nette diminution de la concentration des pouvoirs de leur président.

En effet, certains auteurs ont avancé l'idée selon laquelle les pays ayant un régime ou un gouvernement instable, des élites fragmentées et une société divisée, seraient moins touchés par les différents changements d'équilibre des pouvoirs dans le système international (Schweller, 2006: 47-67). La logique serait la suivante: les dirigeants des pays divisés seraient davantage attentifs aux menaces intérieures plutôt qu'internationales.

Les présidents de l'Argentine, de l'Équateur ou du Venezuela, n'ont pas parmi leurs priorités d'altérer le pouvoir en Amérique du Sud. Menacés par un contexte d'absence d'institutionnalisation et d'importants aléas économiques, certains présidents en sont arrivés à contrôler le pouvoir législatif (Cox & Morgenstern, 2001), à cumuler des pouvoirs (O'Donnell, 1994) et à avoir régulièrement recours aux vetos institutionnels, provoquant des changements radicaux des politiques publiques (Tsebelis, 2002). Comme une prophétie auto-réalisatrice, ces comportements se produisent dans des pays où la destitution du président est plus fréquente (Perez-Liñán 2007; Llanos et Marsteintredet, 2010), et lorsque cela se produit, le cycle recommence à son début.

Ces mécanismes établissent le lien entre le faible degré d'institutionnalisation du système des partis politiques, la forte concentration des pouvoirs du président et l'instabilité gouvernementale. Ils expliquent le comportement politique irrationnel de ces pays face à l'inexorable ascension brésilienne. Le tableau ci-dessous résume ces variables pour les neuf voisins du Brésil.

Tableau 1. Indicateurs de l'alignement avec le Brésil et la division interne

	ARG	CHI	COL	PER	VEN	BOL	ECU	PAR	URU
Attentes	Balance					Bandwagon			
Crise présidentielle[†]	3	0	0	2	1	3	3	2	0
Volatilité électorale	49.9	29.7	31.1	55.6	53.2	46.7	-	30.8	14.1
Pouvoir du président	6.6	0.5	3	4.5	6.2	2.6	3.9	4.6	0
Exportations / Brésil	20.7	5.5	3.1	6.1	2.2	33.3	4.2	14.2	20.4
Importations / Brésil	29.5	8.3	5.0	6.4	8.6	18.1	4.5	26.3	21.1
Dépenses militaires	0.9	2.1	3.3	1.3	1.0	1.5	3.4	1.8	1.9
FTA avec les USA	NON	OUI	OUI	OUI	NON	NON	NON	NON	NON
MERCOSUR	OUI	NON	NON	NON	OUI	NON	NON	OUI	OUI
Réaction attendue	NON	OUI	OUI	NON	NON	NON	NON	NON	OUI

[†] En Argentine: Raúl Alfonsín (1989), Fernando De La Rúa (2001) et Adolfo Rodríguez Saa (2001); au Venezuela: Carlos Andrés Pérez (1993); en Equateur: Abdullah Bucaram (1997), Jamil Mahuad (2000) et Lucio Gutiérrez (2004); au Paraguay: Cubas Grau (1999) et Fernando Lugo (2012); au Pérou: l'auto-coup d'Etat de Alberto Fujimori (1992) et sa démission de Tokyo plus tard par fax (2000); enfin, en Bolivie: Hernán Siles Zuazo (1985), Gonzalo Sanchez de Lozada (2003) et Carlos Mesa (2005).

Sources: SIPRI Military Expenditures Database (2012), WTO Trade Profiles (2012), Georgetown Political Data of the Americas' database (2013). La variable "crise présidentielle" reflète les présidents qui n'ont pas terminé leur mandat entre 1985 et 2013. La moyenne de la volatilité électorale correspond à l'indice de Pedersen pour la période 1990-2011. Le pouvoir du président reflète l'indice des démocraties par délégation de Lucas González (2013). Enfin, les dépenses militaires sont mesurées en pourcentage du PIB.

Comme prévu, les pays les plus stables politiquement, moins présidentielistes et plus institutionnalisés (en gris) sont précisément les pays qui valident les attentes de la théorie. La Colombie et le Chili l'on fait un créant un équilibre et l'Uruguay, en s'alignant sur l'ascension brésilienne. Ces pays sont plus vulnérables aux menaces externes qu'internes. De ce fait, les changements de politique étrangère sont rares car plusieurs acteurs disposent d'un veto (institutionnel et politique) qui fait obstacle aux changements radicaux (Tsebelis, 2002).

Conclusions

Le Brésil représente la moitié de la population et du territoire de l'Amérique du Sud, et possède deux avantages notoires par rapport à ses voisins: l'unité et le potentiel de croissance.

Tout d'abord, et à l'inverse de ses voisins hispaniques, le pays lusophone a suivi le chemin de l'indépendance de manière linéaire et ordonnée (formant aujourd'hui un seul État-nation). En effet, l'indépendance des colonies hispaniques s'est faite de façon violente et désordonnée, formant cinq états moyens et quatre petits, ayant des rivalités importantes et de nombreux clivages internes.

Deuxièmement, nous devons préciser que le Brésil n'a pas toujours équivalu à la moitié de la région. L'analyse de sa densité démographique, de son PIB ou de son CINC, montre qu'il y a cinquante ans le Brésil représentait un tiers de la puissance de l'Amérique du Sud et dans les cinquante prochaines années il en représentera les deux tiers.

La politique internationale de la région est le résultat d'une combinaison de ces deux facteurs. D'une part, le Brésil se développe et croît, ce qui suscite inévitablement des tensions. D'autre part, les pays voisins se querellent entre eux et certains souffrent de profonds clivages internes, ce qui contribue à diminuer les tensions et perpétuer la prééminence brésilienne.

Si nous acceptons le postulat selon lequel le Brésil a un intérêt à consolider sa primauté sur le continent sud-américain, la lecture que nous venons de faire facilite l'interprétation de sa stratégie. Bien que le Brésil montre un certain dédain envers son voisinage hispanique, son comportement est en adéquation avec les conclusions tirées de cet article. Ainsi le Brésil profite de moments harmonieux avec les autres pays pesant dans la balance de son pouvoir (qui ont des clivages internes), en les invitant à participer à un ensemble d'institutions qui les rendent moins enclins aux comportements hostiles à son égard. Cet état de fait lui offre l'ouverture à une hégémonie régionale. Cependant, le temps n'est-il pas venu de s'interroger sur le fait que cet acteur, récemment arrivé sur la scène internationale peut être "un géant aux pieds d'argile" ?

Bibliographie

BOUZAS, R. & KOSACOFF, B. (2010) Cambio y continuidad en las relaciones económicas de la Argentina con Brasil, *Ágora Internacional* 4 (10): 31-40.

BURGES, S. (2008) 'Consensual Hegemony: Theorizing Brazilian Foreign Policy after the Cold War, *International Relations* 22(1), 65-84.

COLLIER, R. & D. COLLIER (1991) *Shaping the Political Arena*, Princeton, Princeton University Press.

COX, R. (1983) "Gramsci, Hegemony and International Relations: An Essay in Method" en *Millenium, Journal of International Studies*, Vol. 12, No. 2, pp. 162-175.

DABÈNE, O. (2009) *The Politics of Regional Integration in Latin America: Theoretical and Comparative Exploration*. New York: Palgrave MacMillan.

DARNTON, CH. (2012) "A False Start on the Road to MERCOSUR: Reinterpreting Rapprochement Failure between Argentina and Brazil, 1972", *Latin American Research Review*, 47 (2): 120-141.

ESCODÉ, C. & CISNEROS, A. (2000) *Historia General de las Relaciones Exteriores de la República Argentina*, Vol. XIII, Buenos Aires: Grupo Editor Latinoamericano.

FLEMES, D. & WEHNER, L. (2012) "Drivers of Strategic Contestation in South America" in *GIGA Working Papers* 207: <http://www.giga-hamburg.de/dl/>

GILPIN, R. (1981) *War and Change in International Politics*, Cambridge: Cambridge University Press.

GONZÁLEZ, L. (2013) "Unpacking Delegative Democracy: Digging into the Empirical Content of a Rich Theoretical Concept", in BRINKS, D., M. LEIRAS, M. & S. MAINWARING (eds.), *Reflections on Uneven Democracies: The Legacy of Guillermo O'Donnell*, Baltimore: Johns Hopkins University Press.

HUNTINGTON, S. (1999) "The Lonely Superpower (US military and cultural hegemony resented by other powers)", in *Foreign Affairs*, 78 (2): 35-49.

KEOHANE, R. (1984) *After Hegemony*, Princeton: Princeton University Press.

KINDLEBERGER, CH. (1973) *The World in Depression, 1929-1939*, Berkeley: University of California Press.

KRASNER, S. (1976) State Power and the Structure of International Trade, *World Politics* 28 (3): 317-347.

LEVITZKY, S. & K. ROBERTS (2011) *The Resurgence of the Latin American Left*, Baltimore: The Johns Hopkins University Press.

- LLANOS, M. & L. MARSTEINTREDET, eds. (2010) *Presidential Breakdowns in Latin America. Causes and Outcomes of Executive Instability in Developing Democracies*, New York: Palgrave Macmillan.
- MALAMUD, A. (2011) 'A Leader Without Followers? The Growing Divergence Between the Regional and Global Performance of Brazilian Foreign Policy', *Latin American Politics and Society* 53(3), 1-24.
- MALAMUD, A & J. RODRIGUEZ (2013) « Com um pé na região e o outro no mundo: o dualismo da Política Externa Brasileira » in *Estudios Internacionais*, 1 (2) : 167-183.
- MARTIN, F. (2006) *Militarist Peace in South America: Conditions for War and Peace*, New York: Palgrave.
- NOLTE, D. & WEHNER, L. (2012) "UNASUR and Regional Security in South America", in WEGNER, A & ARIS, S. (eds.) *Regional Organizations and Security: Conceptions and Practices*, London: Routledge.
- O'DONNELL, G. (1994) "Delegative Democracy", *Journal of Democracy*, 5 (1): 55- 69.
- PEIXOTO, J. P. (2011) "The Brazilian state since Vargas", in FONT, M. & L. RANDALL, *The Brazilian State: debate and agenda*, New York: Lexington Books, 11-36.
- PÉREZ-LIÑÁN, A. (2007) *Presidential Impeachment and the New Political Instability in Latin America*, Cambridge: Cambridge University Press.
- RAPOPORT, M. & MADRID, E. (2011) *Argentina-Brasil de rivales a aliados*, Buenos Aires: Capital Intelectual.
- RESENDE-SANTOS, J. (2002) "The Origins of Security Cooperatin in the Southern Cone" *Latin American Politics and Society*, 44 (4): 89-126.
- ROSE, G. (1998) Neoclassical Realism and Theories of Foreign Policy, *World Politics* 51 (1): 144-172.
- SCHWELLER, R. (2006) *Unanswered Threats: Political Constraints on the Balance of Power*, Princeton, Princeton University Press.
- SNIDAL, D. "The Limits of Hegemonic Stability Theory", en *International Organization*, Vol. 39, No. 4, 1985, pp. 579-614.
- Soares de Lima, Maria Regina and Monica Hirst (2006) 'Brazil as an Intermediate State and Regional Power: Action, Choice and Responsibilities', *International Affairs*, 82(1), 28-40.
- TSEBELIS, G. (2002) *Veto Players. How Political Institutions Work*, Princeton: Princeton University Press.

WALTZ, K. (1979) *Theory of International Politics*, New York: McGraw Hill.

